

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE MODIFICATIF

portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

N°IC 20038405

CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié le 1^{er} juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2004, établissant le 3^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 6 février 1995, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « TALHOUARN Nathalie », autorisant à exploiter à MELLIONNEC au lieu-dit « Le Vénec » un élevage avicole de 48000 animaux équivalents (poulets de chair) ;
- VU la demande présentée le 12 avril 1999 par l'installation classée « **S.C.E.A TALHOUARN Nathalie** », sise « Le Vénec » en MELLIONNEC, en vue de la régularisation de la situation administrative avec restructuration d'un élevage avicole de 59400 animaux-équivalents (poulets de chair standard léger ou dindes de chair) avec mise à jour du plan d'épandage, à MELLIONNEC au lieu-dit « Le Vénec » (Section WP n°6-8) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 28 octobre 2004 ;

VU l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 11 mars 2005 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe hors zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de GOUAREC ;

CONSIDERANT que l'exploitation devra gérer 11178 kg d'azote, assurée sur les exploitations de deux agriculteurs, avec une charge inférieure à 140 UN (127 unités sur l'exploitation de M. DANNION en MELLIONNEC et 135 unités sur l'exploitation de M. LE GOUIC en MELLIONNEC) ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 6 février 1995 sont modifiées comme suit :

« La pétitionnaire est autorisée, au titre de l'installation classée « S.C.E.A TALHOUARN Nathalie », à installer et exploiter au lieu-dit « Le Vénec » (section WP n°6-8) en MELLIONNEC conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole d'une capacité d'accueil de 59400 animaux équivalents en présence simultanée (*avec une production maximale annuelle de 11178 kg d'azote*), répartis comme suit :

	Elevage existant	
1 ^{er} cas :	19000 dindes de chair	soit 57000 animaux-équivalents
2 ^{ème} cas :	59400 poulets de chair standard léger	soit 59402 animaux-équivalents

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111 1° de la nomenclature, la pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après. »

ARTICLE 2 -

Les dispositions de l'article 2^{ème} de l'arrêté préfectoral du 6 février 1995 sont modifiées comme suit :

« 2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.2 - *PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE* :

2.2.1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.2.2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5 - installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2-3 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE AVICOLE :

2.3.1 - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2400 m²

2.3.2 - Toutes les eaux usées (sas, etc.) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.3.3 - Epannage :

Le pétitionnaire devra utiliser un matériel adapté permettant un épannage homogène. »

ARTICLE 3 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 6 février 1995 restent inchangées.

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

L'exploitante est tenue de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Elle devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de MELLIONNEC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de MELLIONNEC pendant une durée minimum d'un mois.

Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « S.C.E.A TALHOUARN Nathalie ».

ARTICLE 5 -

"Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 6 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de MELLIONNEC,
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée à la pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.*

SAINT-BRIEUC, le 25 AVR. 2005

LE PREFET,

Pour le PRÉFET,
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT